

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DÉPARTEMENT DE LA SEINE-MARITIME

Direction des Routes
Agence de Clères

Arrêté de restriction de circulation

**Sur les routes départementales D53 du PR 76+500 au PR 77+300, D928 du PR 17+500 au PR 20+0, D206 du PR 0+400 au PR 1+100 et D6 du PR 21+500 au PR 22+0 et du PR 23+600 au PR 24+0
Communes de Bois-d'Ennebourg, La Rue-Saint-Pierre, Saint-André-sur-Cailly et Cailly
Travaux sur réseaux**

**Le Président du Département
de la Seine-Maritime
Arrêté n°CLE23329ART**

VU le Code de la Route,

VU le Code de la Voirie Routière,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la loi du n° 82-213 du 2 mars 1982, modifiée, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions,

VU la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983, modifiée, relative à la répartition des compétences entre les Communes, les Départements, les Régions et l'Etat,

VU l'arrêté du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et autoroutes, modifié,

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière,

VU l'arrêté n°2021-630 du 31 août 2021 de M. le Président du Département de la Seine-Maritime, accordant délégation de signature au Directeur Général des Services et l'arrêté n°2021-428 du 05 juillet 2021 de M. le Président du Département de la Seine-Maritime, accordant délégation de signature au Directeur Général Adjoint Aménagement et Mobilités,

VU la demande du groupe ALQUENRY et ses sous-traitants, en date du 18/10/2023, pour le compte de ORANGE, maître d'ouvrage,

VU l'avis favorable de la Brigade de Gendarmerie Nationale de Quincampoix,

VU l'avis favorable de la Brigade de Gendarmerie Nationale de Saint-Jacques-sur-Darnétal,

VU l'avis favorable de la Commune de Bois-d'Ennebourg,

VU l'avis favorable de la Commune de Cailly,

VU l'avis favorable de la Commune de Saint-André-sur-Cailly,

VU l'avis favorable de la Commune de la Rue-Saint-Pierre,

Considérant que pour assurer la sécurité des usagers, des riverains et des personnes œuvrant sur ce chantier, il est nécessaire de réglementer la circulation,

ARRETE

- ARTICLE 1 -

Du 13 novembre 2023 au 22 décembre 2023 pour une durée d'intervention de 30 jours, de 08H00 à 17H00, la circulation de tous les véhicules sera restreinte sur les routes départementales D53 du PR 76+500 au PR 77+300, D928 du PR 17+500 au PR 20+0, D206 du PR 0+400 au PR 1+100 et D6 du PR 21+500 au PR 22+0 et du PR

23+600 au PR 24+0 pour des travaux de remplacement de poteaux téléphoniques, place pour place sur le territoire des communes de Bois-d'Ennebourg, La Rue-Saint-Pierre, Saint-André-sur-Cailly et Cailly.

- ARTICLE 2 -

Pendant cette période et sur la même section, les mesures suivantes s'appliqueront :

- alternat par feux tricolores,
- interdiction des dépassements,
- interdiction du stationnement,
- limitation de la vitesse à 50km/h.

- ARTICLE 3 -

Afin de signaler les prescriptions applicables aux usagers des voies concernées, les panneaux de signalisation conformes à la réglementation seront fournis, posés, maintenus et déposés par le groupe ALQUENRY et leurs sous-traitants et sous son entière responsabilité.

- ARTICLE 4 -

Le titulaire de la présente autorisation est responsable tant vis à vis du Département que des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de l'exécution des travaux.

- ARTICLE 5 -

Toute infraction au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

- ARTICLE 6 -

Le présent arrêté fera l'objet d'une publication et d'un affichage selon les règles en vigueur.

Conformément à l'article R 421-1 du Code de Justice Administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Rouen, dans un délai de 2 mois à compter de sa date de notification ou de publication. La saisine du Tribunal Administratif se fait par l'application "télérecours citoyens" accessible par le site www.telerecours.fr, ou par courrier, à l'adresse suivante : 53 Avenue Gustave Flaubert, BP500, 76005 ROUEN Cedex 2.

- ARTICLE 7 -

Les dispositions du présent arrêté seront applicables à compter de la mise en place de la signalisation correspondant aux prescriptions des articles précédents.

- ARTICLE 8 -

Sont chargés de l'exécution du présent arrêté, chacun en ce qui le concerne :

- M. le responsable de l' Agence de Clères,
- le groupe ALQUENRY et leurs sous-traitants,
- M. le Commandant de la brigade de Gendarmerie concernée.

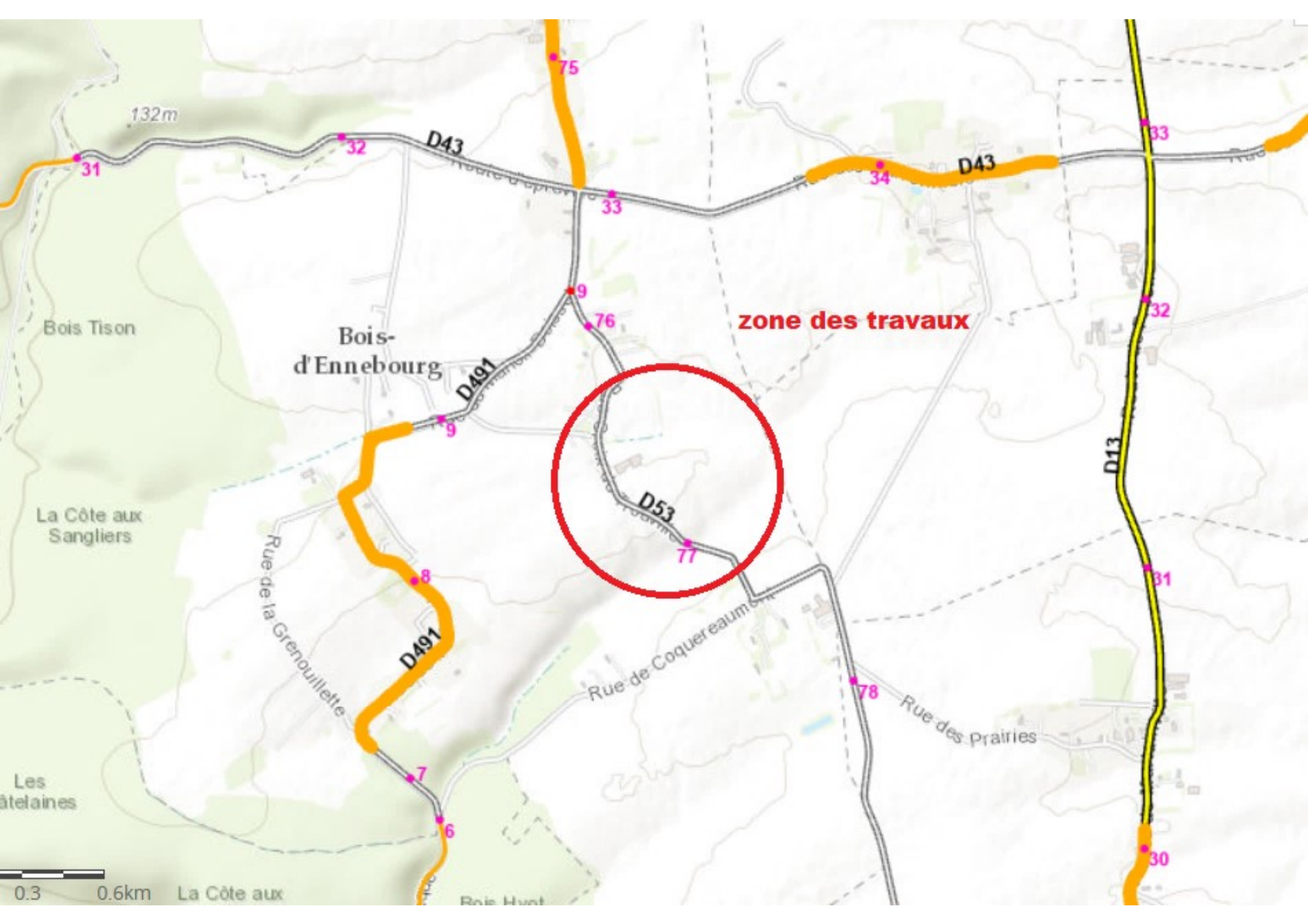
dont une copie est transmise pour information à :

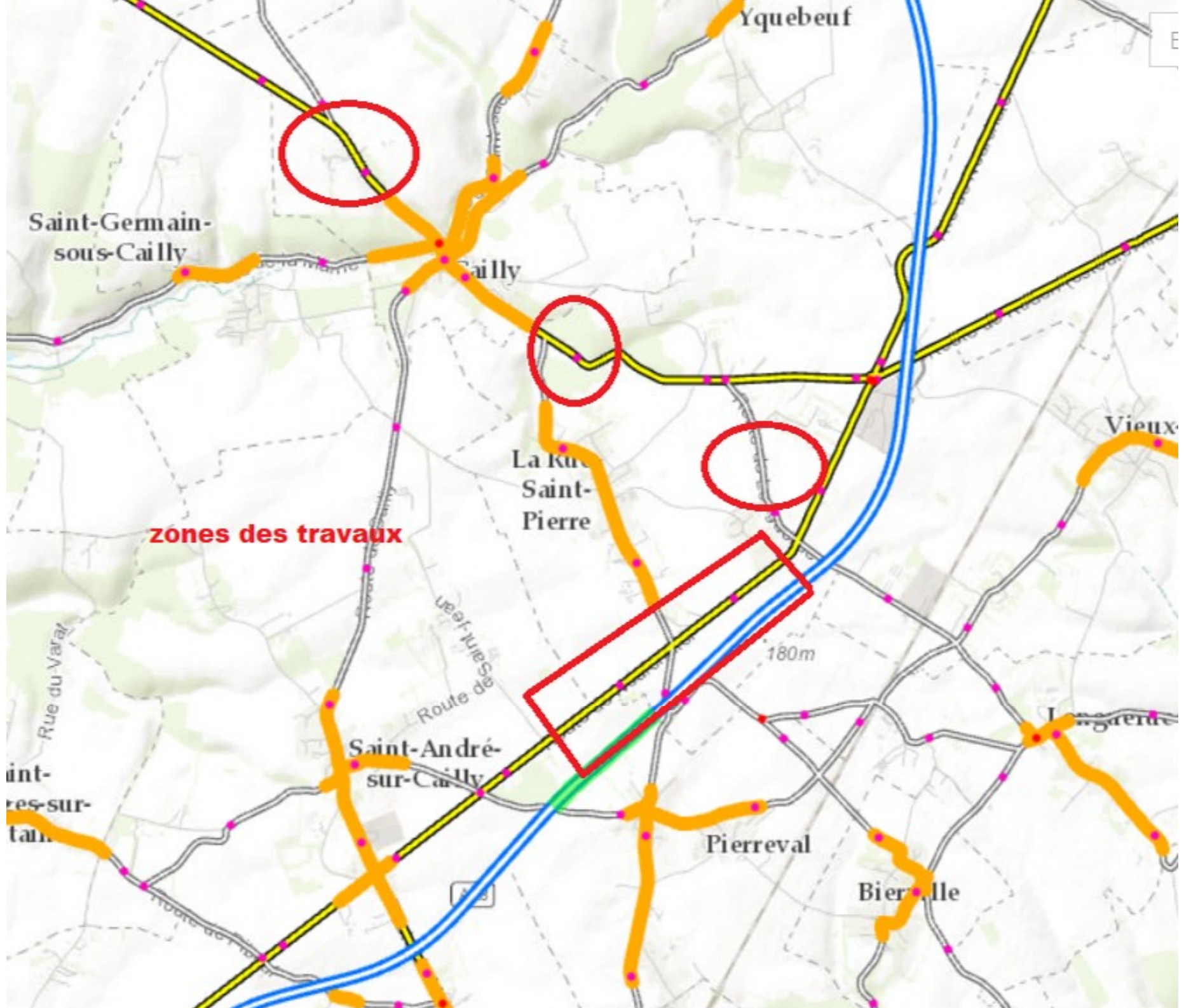
- M. le Directeur du Service Départemental d'Incendie et de Secours,
- M. le Directeur du SAMU 76,
- M. le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer,
- M. le(s) Maire(s) des communes concernées,
- le maître d'ouvrage.

dont une copie est transmise pour publication sur le site internet du Département de la Seine-Maritime :

- M. le Directeur Général des Services Départementaux de la Seine-Maritime.

Signé par : François BELLOUARD
Date : 08/11/2023
Qualité : Le Directeur Général Adjoint Aménagement et Mobilités



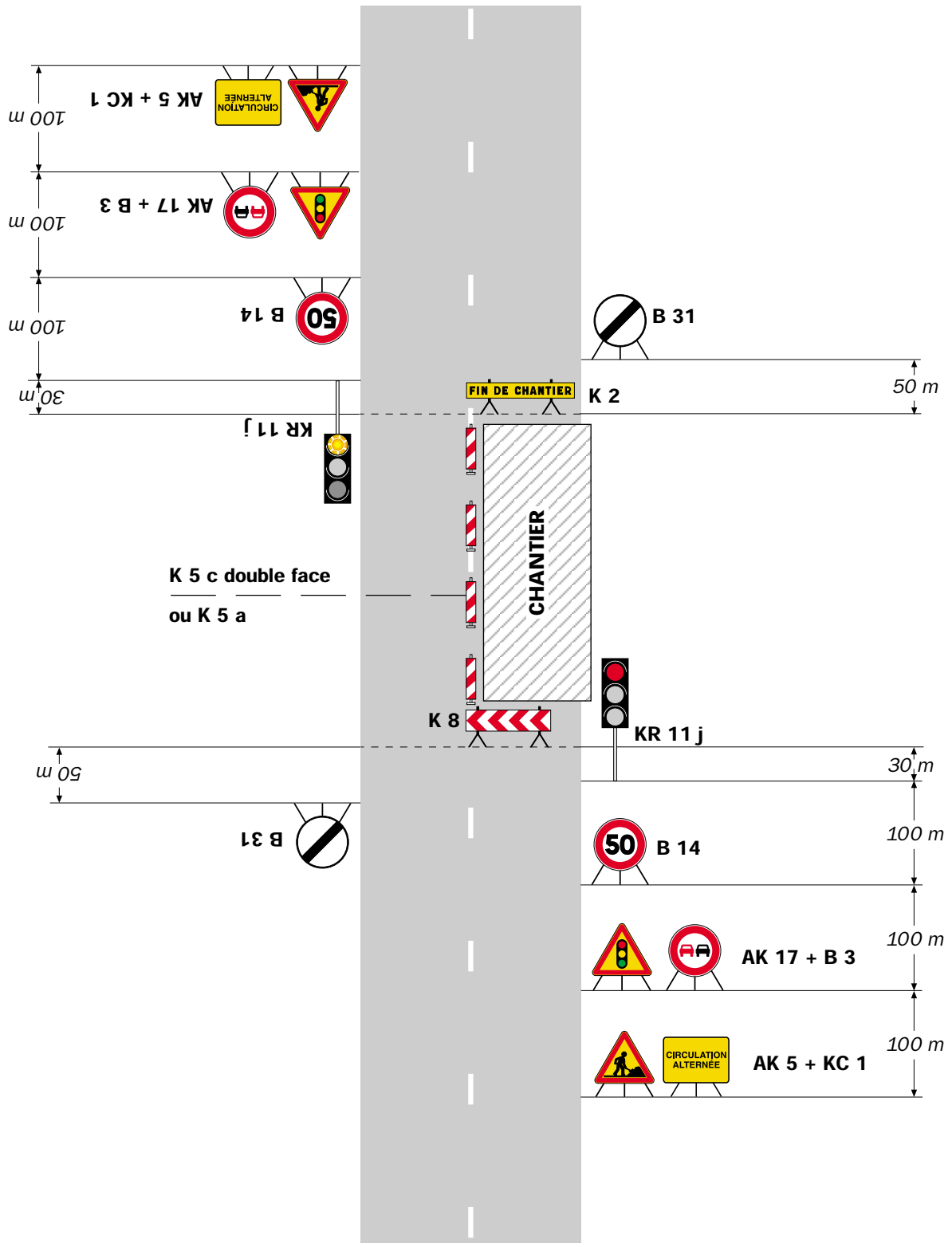


Chantiers fixes

CF24

Alternat par signaux tricolores

Circulation alternée
Route à 2 voies



Remarque(s) :

- Schéma à appliquer notamment lorsque l'alternat doit être maintenu de nuit, en absence de visibilité réciproque.
- Pour le réglage des signaux tricolores : Cf. Signalisation temporaire - Les alternats.

- Un panneau B 14 de limitation de vitesse à 70 km/h peut éventuellement être intercalé entre les panneaux AK 5 et AK 17.